



Londres (AFP) - Le Parlement britannique a refusé jeudi soir d'autoriser David Cameron à lancer une action militaire contre Damas en réponse à l'usage d'armes chimiques, lors d'un vote marqué par le souvenir de l'Irak et qui constitue un camouflet majeur pour le Premier ministre.

Le chef du gouvernement s'est engagé à respecter ce refus. "Il est clair que le Parlement britannique, qui reflète les opinions du peuple britannique, ne veut pas d'intervention militaire britannique. J'en prends note et le gouvernement agira en conséquence", a-t-il réagi devant le Parlement, qu'il avait spécialement convoqué en urgence pour ce vote.

"Je crois fermement à la nécessité d'une réponse forte face à l'usage d'armes chimiques. Mais je crois aussi au respect de la volonté de la Chambre des Communes", a déclaré David Cameron, dont l'intervention a été accueillie par des huées de députés de l'opposition.

Un porte-parole de Downing Street a confirmé à l'AFP que "la Grande-Bretagne ne serait pas impliquée dans une action militaire", renforçant l'hypothèse d'une action unilatérale des États-Unis.

La motion gouvernementale a été rejetée à une courte majorité de 13 voix: 285 députés, travaillistes en majorité mais aussi 30 conservateurs, s'y sont opposés. A l'inverse 272 l'ont approuvée, après sept heures de discussions passionnées marquées par le souvenir de l'intervention en Irak en 2003 et des prétendues armes de destruction massive de Saddam Hussein.

L'opposition travailliste avait annoncé qu'elle voterait contre la motion, en réclamant des "preuves convaincantes" de l'usage par Damas d'armes chimiques avant toute décision sur une action militaire.

"Je crois qu'aujourd'hui la Chambre des Communes a parlé pour le peuple britannique qui a dit qu'il ne voulait pas se précipiter vers la guerre", a réagi le chef du Labour, Ed Miliband.

"J'étais déterminé à ce qu'on tire les leçons de l'Irak et je suis content qu'on ait fait entendre raison au Premier ministre ce soir", a-t-il ajouté.

Le ministre de la Défense Philip Hammond a reconnu que David Cameron était "déçu" et estimé que ce résultat allait "certainement peser sur la relation spéciale" entre les États-Unis et le Royaume-Uni.

Le Premier ministre avait appelé le Parlement à répondre par une "forte action humanitaire" à un "crime de guerre", tout en reconnaissant qu'il ne pouvait pas y avoir de certitude absolue de la culpabilité du régime syrien.

"Au bout du compte, il n'y a pas une certitude à 100% sur la question de savoir qui est responsable. Vous devez porter un jugement", avait déclaré David Cameron aux députés.

Mais "le fait que le gouvernement syrien possède et a utilisé des armes chimiques ne fait pas l'ombre d'un doute", avait également estimé le dirigeant conservateur, citant comme preuves les récits de témoins oculaires, les réseaux sociaux, les vidéos.

Pour tenter de convaincre les députés, le gouvernement avait publié les conclusions des services de renseignement britannique jugeant "hautement probable que le régime (syrien) soit responsable des attaques aux armes chimiques du 21 août" et indiquant que le "régime syrien a utilisé des armes chimiques mortelles à 14 occasions depuis 2012".

Et face aux réticences sur une intervention, David Cameron avait dû en dernière minute reformuler sa motion pour prendre en compte certaines exigences de l'opposition.

Le texte condamnait "l'usage d'armes chimiques en Syrie le 21 août 2013 par le régime d'Assad" et convenait "qu'une réponse humanitaire forte est requise de la part de la communauté internationale, impliquant si nécessaire une action militaire qui soit légale, proportionnée et destinée à sauver des vies en empêchant tout usage futur d'armes chimiques en Syrie".

Il prévoyait la nécessité d'un deuxième vote à la Chambre des Communes avant de déclencher une action militaire, une fois obtenu le rapport des inspecteurs de l'ONU.

"Il ne s'agit pas de prendre parti dans le conflit, d'envahir, de changer le régime ou même de travailler plus étroitement avec l'opposition (syrienne). Il s'agit de l'usage à grande échelle d'armes chimiques et de notre réponse à un crime de guerre, rien d'autre", avait assuré David Cameron.

Londres avait envoyé jeudi matin "par précaution" six avions de chasse à Chypre tout en précisant qu'ils "n'étaient pas déployés pour prendre part à une action militaire contre la Syrie".